



## Conseil économique et social

Distr. générale  
27 novembre 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

**Déclaration présentée par l'American Psychological Association, l'International Association of Applied Psychology, l'International Council of Psychologists, la Society for Industrial and Organizational Psychology, la Society for the Psychological Study of Social Issues, le Conseil mondial de psychothérapie, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## Déclaration

Il est largement reconnu dans la recherche en psychologie et en sciences sociales que l'autonomisation est essentielle au progrès et à la stabilité dans le développement. Il est moins reconnu et moins compris au sein de la communauté internationale que l'autonomisation est un processus multidimensionnel psychologique et social affectant les individus et les groupes dans la maîtrise et l'amélioration de leur existence. Le document final du Sommet mondial pour le développement social de 1995 reconnaît que l'éradication de la pauvreté et que le plein emploi associé à un travail décent sont essentiels pour réaliser l'intégration sociale et une société sans exclusion. Il reconnaît également la nature interactive entre les objectifs du Sommet qui sont en dernière analyse ancrés dans l'autonomisation psychosociale et d'autres processus psychologiques.

Les gouvernements, les organismes du système des Nations Unies et la communauté internationale portent le plus souvent leur attention uniquement sur les politiques économiques et sur les indicateurs dans leurs efforts de réaliser les objectifs du Sommet de 1995. Tout en reconnaissant l'importance des politiques et des mesures économiques, l'objectif de la présente déclaration est de plaider auprès des gouvernements, des organismes des Nations Unies, du secteur privé, des organisations de la société civile et des autres parties prenantes, pour qu'ils considèrent les facteurs psychosociaux comme d'importantes dimensions complémentaires associées à l'éradication de la pauvreté, au plein emploi et à l'intégration sociale. Nous présentons les recommandations ci-après sur l'importance de l'autonomisation psychosociale, de la santé mentale et du bien-être psychosocial pour réaliser des sociétés durables sans exclusion.

### Autonomisation psychosociale

*Donner accès à un emploi productif et à un travail décent ainsi qu'à l'éducation formelle*

Les recherches en psychologie indiquent qu'un travail décent favorise l'autonomisation psychosociale en développant des sentiments d'appropriation, d'optimisme et de confiance dans ses propres capacités de surmonter efficacement les défis qui se présentent. Autonomiser les populations pour qu'elles soient productives et fassent preuve d'ingéniosité comme membres de leurs familles, de leurs communautés et de la société réduit la pauvreté et la marginalisation.

Par conséquent, nous invitons instamment les gouvernements à créer des emplois dignes de ce nom, à augmenter et à renforcer les possibilités de formation en matière d'entrepreneuriat et d'activités génératrices de revenus, d'acquisition de compétences pour la vie quotidienne et d'accès à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur comme moyens fondamentaux pour ouvrir la voie à un travail décent et à l'inclusion sociale tout en diminuant la pauvreté. Des évaluations psychologiques culturellement pertinentes devraient être utilisées pour déterminer la correspondance optimale entre les atouts d'un individu et les emplois disponibles ainsi que ses opportunités de formation et de carrière.

*Promouvoir l'égalité sociale, les droits de l'homme et la justice sociale pour tous*

Les conditions de pauvreté, notamment les inégalités structurelles, les disparités sociales et économiques qui affectent les individus, les groupes et les collectivités, constituent des violations des droits de l'homme en matière de survie, de protection et de participation sociale. Les recherches en psychologie et en sciences sociales montrent que les inégalités sociales empêchent les gens de développer leurs capacités et de contribuer comme membres productifs de la société; qu'elles sont sources de stéréotypes et de discrimination et des obstacles à la cohésion sociale qui génèrent des conflits entre les groupes, produisant une instabilité sociale qui à son tour perpétue la pauvreté.

Par conséquent, nous invitons instamment les gouvernements et toutes les parties prenantes à :

- Placer les droits de l'homme au cœur de leur dispositif de développement national et à réévaluer et remplacer à tous les niveaux les lois, politiques, programmes et pratiques qui discriminent les individus sur base de leur sexe, de leur âge, de leur race, de leur groupe ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur orientation sexuelle, de leurs infirmités, de leur lieu de résidence urbain ou rural et autres catégories de l'identité sociale;
- Fournir une éducation permanente sur les droits de l'homme à tous les membres de la société notamment les individus et les groupes vivant dans la pauvreté en vue de promouvoir leur vitalité, leurs capacités de résistance et d'action pour atténuer leurs conditions de pauvreté;
- Réduire le fardeau physique et mental du travail rémunéré et non rémunéré des femmes et des filles en zones rurales en leur ouvrant l'accès aux services, aux instruments et à la technologie et en appuyant la Convention n° 189 de l'Organisation internationale du travail sur les droits des travailleuses et travailleurs domestiques.

*Promouvoir la participation à la prise de décision et à la création de réseaux*

Les recherches en psychologie ont montré l'importance de faire participer les individus et les groupes marginalisés ou vivant dans la pauvreté en qualité de partenaires actifs à la planification sociale et économique et dans la gestion des programmes à tous les niveaux de décision. La cohésion du groupe peut être développée en réunissant sur un pied d'égalité différents groupes partageant le même but et agissant de façon indépendante pour réaliser un objectif commun plus large.

Par conséquent, nous invitons instamment les gouvernements et toutes les parties prenantes à encourager et à offrir des occasions pour étendre et renforcer la création de réseaux communautaires en fournissant des informations sur les possibilités entrepreneuriales ou sociales susceptibles d'être partagées.

**Soins de santé mentale et protection sociale**

La littérature scientifique en psychologie, en sciences sociales et sur la santé mentale confirme de plus en plus qu'une mauvaise santé mentale est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté qui comprend notamment des conditions

d'isolement, l'absence d'éducation, d'opportunités économiques et de ressources ainsi qu'un accès inadéquat aux soins de santé, notamment la santé mentale ainsi qu'aux autres services sociaux, en particulier dans les zones rurales. Ces multiples facteurs de stress en interaction sont générateurs d'anxiété et de dépression qui exercent un effet négatif sur les capacités individuelles à faire face aux difficultés, les maintenant ainsi dans la pauvreté. En outre, la pauvreté peut être le résultat de migrations imposées par le changement climatique et par des catastrophes naturelles qui sont associées à des questions de santé mentale dans les populations affectées, telles que le stress post-traumatique, la dépression, la maltraitance des enfants et d'autres formes de violence interpersonnelle. De surcroît, la pauvreté présente des aspects intergénérationnels au sein des familles et des communautés.

Par conséquent :

- Nous invitons instamment les gouvernements et la communauté internationale à mettre en œuvre l'Initiative pour un socle de protection sociale, comprenant notamment l'accès aux soins de santé mentale dans le cadre des soins de santé primaire afin de répondre aux besoins essentiels de tous les groupes vulnérables en adoptant une approche prenant en compte toutes les étapes de la vie, axée sur les droits de l'homme et comprenant une assurance-maladie pour tous les groupes d'âge, en particulier ceux qui en ont le plus besoin;
- Nous recommandons la fourniture de services multidisciplinaires mobiles en utilisant des camions, en particulier dans les zones rurales, sous forme d'un guichet unique, offrant des soins de santé mentale, des cours d'alphabétisation, d'éducation permanente et de formation à l'entrepreneuriat;
- Nous recommandons la mise à disposition de psychologues qualifiés, de conseillers en santé mentale et de travailleurs sociaux connaissant bien les méthodes et les techniques propres à une culture donnée, afin d'être à même de collaborer avec les formateurs des communautés locales, en particulier dans les zones rurales, pour qu'ils puissent reconnaître l'existence d'un problème de santé mentale, fournir des prestations aux patients, et le cas échéant, sans aucune discrimination, les informer et les rediriger vers le service compétent;
- Nous demandons une attention spéciale pour assurer que tous les services et toutes les interventions soient mis en œuvre conformément aux principes d'éthique, au respect des droits de l'homme et à la dignité de la personne;
- Nous appuyons les efforts de l'Organisation mondiale de la santé en faveur de la Campagne Quality Rights Toolkit.

### **Bien-être psychosocial**

L'importance du bien-être a été soulignée dans le rapport du Secrétaire général consacré à l'éradication de la pauvreté. Les mesures du bien-être ont été abordées dans l'un des Rapports sur *le développement humain*; sur son site Web, l'OMS se réfère à la santé mentale en ces termes : « ...un état de bien-être dans lequel chaque personne réalise son potentiel, fait face aux difficultés normales de la vie, travaille avec succès de manière productive et peut apporter sa contribution à la communauté ». Ce concept a été examiné lors de la réunion de haut niveau « Well-being and happiness: Defining a new economic paradigm » tenue au Siège à New York, le 2 avril 2012, et lors d'une table ronde organisée par le Programme des

Nations Unies pour le développement lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue en juin 2012.

Le lien entre le bien-être et le statut au travail est reconnu par le World Happiness Report ainsi que par les recherches dans le domaine de la psychologie et des sciences connexes publiées dans des revues scientifiques, notamment l'une consacrée à la santé et au bien-être ainsi que dans l'ouvrage intitulé *Humanitarian Work Psychology*.

Par conséquent nous invitons tous les gouvernements et toutes les parties prenantes à inclure le concept de « bien-être psychosocial » et/ou « bien-être mental » dans toutes les activités, politiques et programmes lancés pour éradiquer la pauvreté et pour faire progresser l'intégration sociale ou l'inclusion sociale dans le document final de la Commission du développement social de 2013.

### **Besoins des groupes les plus vulnérables**

Les recherches indiquent également que les groupes privés de leurs droits et marginalisés, notamment les femmes, les filles, les personnes handicapées, les minorités religieuses, raciales ou ethniques, les migrants et les réfugiés ainsi que les populations rurales sont à plus haut risque de pauvreté et d'exclusion sociale, de problèmes psychosociaux et de santé mentale.

Par conséquent, nous recommandons que tous les groupes privés de leurs droits et marginalisés bénéficient d'une attention spéciale dans les efforts visant à éradiquer la pauvreté et que les programmes et les politiques soient examinés au regard des diverses disparités, notamment entre les sexes.

### **Évaluation du programme**

Les stratégies et les programmes mis en œuvre en vue d'éradiquer la pauvreté et le chômage et de promouvoir l'intégration sociale ont besoin d'être évalués pour s'assurer de leur efficacité et déterminer dans quelle mesure ces politiques ont effectivement produit les résultats escomptés.

Par conséquent, nous recommandons de mesurer et d'évaluer les programmes et les initiatives d'éradication de la pauvreté, d'intégration et d'inclusion sociales et que ces instruments de mesure soient élaborés et analysés en consultation et avec l'aide de spécialistes en psychologie et en sciences sociales, outre les experts en matière d'instruments de mesure et d'évaluation.